

Christopher Pratt a exprimé la même idée en ces mots :

«Une fois le Québec parti, l'Ontario et l'Ouest pourraient, par exemple, se montrer très peu intéressés à soutenir Terre-Neuve...»

Et Peter Fenwick, en termes presque apocalyptiques, a décrit Terre-Neuve comme «tentant de se faire connaître du reste du monde comme la région la plus pauvre d'un nouveau Pakistan oriental».

L'unité nationale est importante pour Terre-Neuve. Elle est importante parce qu'un Canada divisé n'aurait plus sa place parmi les grandes nations du monde, pas plus sur le plan politique qu'économique. Elle est importante parce qu'un Canada divisé pourrait entraîner la perte de l'engagement commun des Canadiens à maintenir de grandes politiques sociales et économiques nationales. Et elle est importante parce qu'un Canada divisé pourrait traiter moins équitablement et moins généreusement les gouvernements des provinces plus pauvres, les provinces plus riches tenant davantage à conserver leur richesse en période d'incertitude.

Lorsqu'ils réfléchissent à la nécessité de faire un effort spécial pour maintenir un Canada uni, les Terre-Neuviens doivent discuter et comprendre ce qu'ils risquent de perdre. Autrement, nous pourrions aller à la catastrophe en somnambules.

Enfin, je voulais vous parler du récent budget fédéral. Le budget prévoit un plan de relance économique qui nous permettra de sortir de la récession, de poursuivre notre croissance et de maintenir notre prospérité. La priorité est d'instaurer les conditions essentielles à la relance. La clé de la relance est l'abaissement des taux d'intérêt. Cela se fera par :

- l'établissement d'objectifs clairs et réalisables visant à réduire l'inflation à 2 % d'ici à la fin de 1995;
- la création d'un Fonds de service et de réduction de la dette qui permettra de réduire le déficit à l'aide des recettes nettes tirées de la TPS et de la privatisation;
- la prorogation de l'actuel Plan de contrôle des dépenses et le réexamen des décisions de dépenses récentes;
- la réduction du coût des frais d'exploitation du gouvernement, surtout en gelant les budgets de salaires des ministères et les salaires des ministres et en